

4 Débats

Dans les écoles suisses, être ensemble plutôt que côte à côte!

OPINION



VIRGINIE BOREL
DIRECTRICE DU FORUM
DU BILINGUISME, BIEL/BIENNE

Le défi actuel réside dans la nécessité d'une amélioration continue de l'enseignement du français

Rien ne va plus dans notre beau pays plurilingue... Là même où nous devrions célébrer la force du plurilinguisme, l'enseignement de la deuxième langue nationale, utilisée par 23% de la population suisse, est sans cesse remis en cause. Dernière attaque en règle et pas des moindres: celle datant du 3 février, issue du Grand Conseil zurichois, la troisième tentative émanant de ce canton depuis 2006! Sans grande surprise, dans le sillage de Zurich, d'autres cantons comme Saint-Gall et Appenzell Rhodes-Extérieures ont emboîté le pas.

Le saviez-vous: en ce qui concerne l'enseignement des langues en Suisse, le pays est scindé en trois. Je m'explique: si l'ensemble des cantons romands et bilingues ne remettent pas en cause, pour l'heure, l'enseignement de l'allemand dès la 5H puis de l'anglais deux ans plus tard, il n'en va pas de même avec la Suisse alémanique. Les cantons germanophones disposant d'une frontière avec la Suisse romande ont opté pour le français comme première langue étonnamment appelée «étrangère». Au-delà, l'enseignement de l'anglais à l'école primaire prime, celui du français étant sans cesse remis en cause.

Depuis des décennies, certaines factions politiques, plutôt issues des milieux de droite, militent contre l'enseignement du français en primaire dans divers cantons alémaniques, bien que plusieurs initiatives similaires aient été rejetées par les électeurs. Pas plus tard qu'en juin 2024, le PLR défendait, dans une première mouture de sa stratégie, l'abandon pur et simple de l'apprentissage d'une deuxième langue à l'école.

Actif dans les deux Bâle, à Saint-Gall et Zurich, le mouvement «Starke Schule» utilise un discours négatif pour discréditer l'enseignement du français, avec des termes comme «échec», «débâcle» et «catastrophe éducatives». Pourquoi un tel acharnement contre la deuxième langue nationale? Les raisons sont multiples, dont un matériel pédagogique décrié (notamment *Mille feuilles*, qui a fait l'objet de critiques dès son

introduction), et des élèves peu motivés par des enseignants qui ne le sont pas davantage.

Le défi actuel réside dans la nécessité d'une amélioration continue de l'enseignement du français, jumelée à des actions sensées et ciblées d'échanges linguistiques, plutôt que son abandon. Les hautes écoles pédagogiques sont également interpellées afin qu'elles nourrissent la motivation des futurs enseignants à devenir des passeurs de culture et pas uniquement des censeurs.

Contrairement à certaines idées reçues, il n'y a pas d'étude scientifique claire qui prouve que commencer une langue plus tard améliorerait son apprentissage. Au contraire, des études montrent que les enfants issus de milieux multilingues s'adaptent généralement bien à l'apprentissage de plusieurs langues. Si les enfants entendent le français et jouent avec la langue dès leur plus jeune âge, ils s'imprègnent non seulement de la langue, mais également de l'histoire et des habi-

tudes culturelles de la Suisse romande et façonnent ainsi favorablement leur esprit. La langue française est aussi un ancrage avéré pour les autres langues romanes qui sont plus faciles à ajouter par la suite.

En l'état, vouloir supprimer le français à l'école primaire est contraire au concordat HarmoS, qui demande aux cantons d'enseigner deux langues étrangères à ce niveau d'étude, dont une langue nationale. «Dans un pays où quatre langues sont pratiquées, la deuxième langue nationale est presque une compétence fondamentale [...] Ça favorise les échanges à travers le pays, ça suscite l'intérêt des élèves pour les autres parties du pays», relevait le ministre vaudois de l'Éducation Frédéric Borloz.

Sans omettre le fait que ces signaux opposés au français ont des répercussions sur l'enseignement professionnel: les cours de français ont disparu du cursus des écoles professionnelles commerciales, ce qui équivaut à une perte de compétences et est une «bombe à retardement» pour l'avenir de l'économie de notre pays constituée à 99% de PME.

Depuis 2011 dans le canton de Neuchâtel, environ 3500 enfants, soit 20% de la population scolaire, participent ou ont déjà participé au programme d'enseignement bilingue immersif PRIMA. Ils commencent à l'école infantile avec 50% du temps d'enseignement en allemand, puis entre 20 et 30% dans diverses disciplines jusqu'à la fin de leur scolarité. L'évaluation montre de très bons résultats en allemand, en mathématiques et en anglais sans pénalisation des compétences en français. Sur le même modèle, le canton de Soleure s'est à son tour lancé en 2024 avec un projet intitulé «Bilingualer Unterricht an der Volksschule? Absolutement!».

Avant de lancer une pétition nationale en faveur de l'enseignement du français dès l'école primaire en Suisse alémanique, réalisons sans délai que nous devons linguistiquement vivre ensemble plutôt que seulement côte à côte. ■

RENDEZ-VOUS

Metin Arditi dans «Le Temps»

Tous les lundis, l'écrivain Metin Arditi partage ses indignations, ses coups de griffe et ses coups de cœur dans un court billet intitulé «Cavalier seul», du nom des chroniques du célèbre essayiste du «Figaro» André Frossard, un modèle pour l'auteur, entre autres, de «L'enfant qui mourait le monde» ou du «Turchetto».

www.letemps.ch/opinions

Madame Calmy-Rey, pourquoi ne pas «servir et disparaître»?

CHRONIQUE



MARIE-HÉLÈNE MIAUTON
ENTREPRENEUSE ET ESSAYISTE
M.H.MIAUTON@BLUJEWIN.CH

La crise qui touche le Département fédéral de la défense (DDPS) est profonde. Entre les départements inexpérimentés au plus haut niveau, les soupçons de malversations chez Ruag, les achats de drones israéliens trop frileux pour la Suisse, les avions de combat qui ne seront jamais livrés selon le contrat signé, la confiance des citoyens a de quoi être ébranlée.

Chacun y va de ses commentaires et de ses critiques, dont celles de l'ancienne conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey dans le dernier *Matin Dimanche*. Sans craindre la contradiction, elle affirme: «Nous devons renforcer notre indépendance et notre capacité de défense, ce qui n'est pas le cas actuellement. Il ne peut pas en être ainsi.» Il est bon de rappeler aux lecteurs qui n'ont pas forcément la mémoire longue qu'elle représente le Parti socialiste suisse (PS), celui-là même qui a inscrit dans les actes de son congrès de Lausanne en 2010 la suppression de l'armée suisse, donc pendant le mandat de Madame Calmy-Rey (2003 à 2011).

Faut-il apprendre à notre ancienne conseillère fédérale qu'une armée, cela ne s'équipe pas en un jour? Que des années de tergiversations sur les budgets menées, entre autres, par sa famille politique ont ralenti les investissements? Que les incessantes mises en cause de l'utilité de troupes helvétiques dans une Europe que la gauche estimait pacifiée pour l'éternité n'ont pas permis de développer sérieusement une réflexion à long terme sur les capacités de défense du pays? Que les initiatives répétées du GSA, toutes soutenues par le PS de Madame Calmy-Rey, ont été un véritable handicap pour le DDPS? Quelle idée!

Au lieu de faire sienna la devise «servir et disparaître» qui a longtemps été respectée par les sages d'autrefois, l'ancienne conseillère fédérale ne se prive pas de critiquer le collège actuel. Sa collègue Karin Keller-Sutter a eu tort, affirme-t-elle, de faire l'éloge du discours de J. D. Vance à la Conférence de Munich: «Ses propos ont surpris les Européens. Elle aurait mieux fait de ne rien dire.» Merci du tuyau!

De son temps, elle n'a pourtant pas manqué de susciter des polémiques. Par exemple, sa visite en Iran en 2008 pour la signature d'un contrat gazier dans le contexte tendu de la crise du programme nucléaire iranien. A cette occasion, elle s'était même affublée d'un voile, ce qui est resté dans toutes les mémoires comme un acte de soumission aux ayatollahs. Sa photo avait fait le tour du monde, pas au bénéfice de la Suisse!

La politique européenne du Conseil fédéral suscite également sa réprobation et elle porte un avis critique sur le nouvel accord institutionnel: «Le Conseil fédéral ne semble pas soutenir ce paquet à 100%. Autrions-nous mal négocié? Avons-nous trop donné et obtenu trop peu?» Et de rappeler que, contrairement à la tiédeur de ses collègues actuels, elle s'était engagée de toutes ses forces pour les bilatérales II en faisant campagne dans tout le pays. Elle ajoute cependant que le prix institutionnel du texte désormais négocié lui paraît élevé. Elle qui fut longtemps convaincue de la nécessité d'une adhésion à l'Union européenne, ce que le PS avait d'ailleurs inscrit dans son programme tous-jours en 2010, s'effraie donc d'une conséquence politique qui devrait l'enchanter.

C'est que, depuis, elle a changé d'avis sur l'opportunité d'une intégration, car les Suisses ne l'ont jamais suivie. Aujourd'hui, elle partage ses craintes pertinentes avec ses adversaires de l'UDC qui ne cessent de combattre ce projet qui liera la Suisse à l'Union européenne si le peuple y consent.

Interrogée finalement sur la difficulté du Centre à trouver des candidats pour remplacer Viola Amherd démissionnaire, elle constate avec justesse qu'au Conseil fédéral, «vous n'avez pas de vacances, pas de week-ends et, en plus, vous êtes constamment critiqué, ce qui n'est pas toujours facile à supporter». Sachant cela, pourquoi persiste-t-elle à ajouter son vitriol à tout ce qui blesse déjà un collègue en prise avec l'incroyable complexité du monde actuel? On dit que la bienveillance vient avec l'âge... ■

Budget de la sécurité, une révision déchirante

OPINION



PIERRE AEPPLI
ANCIEN COMMANDANT
DE LA POLICE CANTONALE VAUDOISE

Brutalement dit, la valeur d'un franc investi dans l'armée est supérieure à celle d'un franc investi en Afrique

La déconstruction triomphante de l'ordre international rempète brutalement en question les présupposés sur lesquels notre système de sécurité a reposé, comme en Europe d'ailleurs, depuis l'effondrement de l'URSS en 1991. Nous prenons conscience que les réductions drastiques du budget militaire ont réduit l'armée à une fonction de soutien aux autorités en cas de crise, ce qu'elle a très bien fait lors du covid ou de catastrophes naturelles, mais que sa mission première, la défense de la Suisse, n'est plus assurée alors que la guerre est de retour sur notre continent.

La Suisse doit repenser ses dispositifs de sécurité et cela l'oblige à questionner les présupposés, les mythes, les croyances qui forment le socle de sa politique de sécurité. La démarche est difficile car elle doit passer outre aux positions politiques et idéologiques ancrées dans ces mythes.

A gauche, on pense que la sécurité ne dépend pas de l'armée mais de nos bons offices, de notre coopération au développement et, sur le plan intérieur, des mesures sociales économiques et culturelles qui, réduisant les inégalités, favorisent la cohésion de notre société. On ne croit pas non plus à une menace militaire directe par la Suisse, entourée et protégée qu'elle est par l'Alliance atlantique.

Pour la droite, l'ouverture au monde est de nature principalement économique et il s'agit d'éviter que des obstacles politiques la perturbent et, pour la frange la plus nationaliste, que l'on attente au dogme de la neutralité armée. Les relations avec l'Europe, les considérations morales sont subordonnées aux impératifs économiques qui seuls peuvent assurer la prospérité des Suisses.

Malheureusement, l'actualité bouleverse nos axiomes: que devient la protection d'une OTAN abandonnée par les Américains; quelles seront les conséquences de la guerre commerciale déclenchée par Trump; comment mieux nous arrimer à l'Europe sans perdre nos spécificités?

Face à la vulnérabilité européenne, le renforcement de notre armée est indispensable pour que notre pays ne constitue pas le secteur faible du front défensif opposé aux agressions de différentes natures qui pourraient mener Poutine, encouragé par une victoire en Ukraine et des accords avec Donald Trump qui lui assureraient une liberté d'action à l'ouest

contre des avantages commerciaux sur le marché russe et un certain détachement de la Chine, de l'Iran et de la Corée du Nord. Cette montée en puissance de nos forces militaires doit être aussi comprise comme un témoignage de notre solidité vis-à-vis de l'Europe.

Le rétablissement de la crédibilité de notre appareil de défense a un prix. Il est élevé et il implique un arbitrage budgétaire nouveau entre deux visions de la sécurité: l'une basée sur la réduction des risques par l'aide extérieure et l'accueil, l'autre qui, ne rejetant pas ces vues, les subordonne toutefois à d'autres priorités et veut une vraie dissuasion armée.

C'est dans ce contexte qu'un transfert partiel et limité dans le temps des fonds affectés à l'aide extérieure au budget militaire est souhaitable.

Comment justifier ce rééquilibrage? Parce qu'en fonction de l'évolution des menaces et de leur temporalité, l'argent consacré à l'armée aura plus d'effets sur le niveau de notre sécurité que celui destiné à l'aide extérieure. Pourquoi? Parce que, partant de l'état dégradé de nos forces militaires, tout investissement à leur profit aura un impact immédiat et beaucoup plus fort qu'une dispersion des fonds dans des actions extérieures dont la valeur marginale n'est que minime pour notre sécurité. Brutalement dit, en considération des risques actuels, la valeur d'un franc investi dans l'armée est supérieure à celle d'un franc investi en Afrique.

Un tel raisonnement peut être accusé de cynisme, mais le réalisme commande de pallier les conséquences de l'optimisme auquel nous avons cédé depuis trente ans et que fracassent aujourd'hui les coquins-complices Trump et Poutine. ■